

Régions

Auvergne-Rhône-Alpes

Carbios toujours en quête de financement pour son usine de biorecyclage de PET

par Emilie Valès

Publié le 01 avril 2026 à 10:13

LT Ce contenu est inclus dans votre abonnement.

Carbios souhaite implanter une usine de recyclage de PET à Longlaville, un investissement de 230 millions d'euros.

Carbios

[Partager](#)

Le financement de l'usine de biorecyclage de Carbios à Longlaville demeure en suspens. La biotech auvergnate se laisse plus de temps,

confiante dans la pertinence d'un tel outil industriel sur le territoire français. Pour réduire ses coûts, elle engage en parallèle un nouveau plan social.

Carbios espérait boucler le financement avant ce 31 mars. Elle se donne finalement jusqu'à avant l'été. Il manque encore à la biotech clermontoise à sécuriser une « *part minoritaire* » des besoins pour relancer son projet de construction d'usine à Longlaville, en Meurthe-et-Moselle. **Usine qui doit lui permettre de déployer à grande échelle sa technologie de biorecyclage des plastiques, dont les travaux sont estimés à 230 millions d'euros.** Elle table toujours sur une mise en service en 2028.

« Ce n'est pas un problème de technologie, c'est un problème de financement et d'évolution dans la structuration du financement. Ce n'est pas simple de financer une première usine de ce type en Europe. Il y a à la fois une question de rapport au risque en France qui est certainement différent par rapport à d'autres pays. Il y a aussi une question d'intérêt de la dette qui n'est pas la même », explique Sophie Balmay, DRH de Carbios.

Des signaux encourageants

Mais selon elle, les aides publiques déjà confirmées et conventionnées sont des signes très positifs. Pour rappel, le financement de ce projet industriel repose sur des financements privés (en dette et en capital) mais aussi sur des aides publiques à hauteur de 42,5 millions d'euros. Un accord de subvention d'un montant de 30 millions d'euros a été signé avec l'ADEME, avec versements à la reprise du projet, et 12,5 millions d'euros d'aide de la Région Grand-Est.

La pionnière du biorecyclage des plastiques et textiles a traversé ces derniers mois une phase critique, repoussant à de multiples reprises la construction de son usine. Les négociations avec le partenaire initial, le thaïlandais Indorama Ventures Limited, l'un des plus gros producteurs mondiaux de PET qui devait apporter 110 millions d'euros dans le projet, ont échoué. Des inquiétudes

subsistent donc sur la réalisation de ce projet, même si Carbios reste confiante. La biotech estime que les conditions sont aujourd'hui plus favorables.

« Nous sommes une pépite française, nous avons donc à cœur d'avoir un projet industriel en France. Et il y a la place. L'évolution de la réglementation, à la fois européenne et française, est positive. Elle impose notamment l'intégration de 30 % de matière recyclée en 2030, puis à 65 % en 2040. Et elle a approuvé, en février, l'intégration du recyclage chimique dans la part de contenu recyclé obligatoire dans les bouteilles en plastique », rappelle Sophie Balmay.

Arrivée d'un directeur général délégué

Dans ce moment charnière, Carbios a annoncé le renforcement du management avec la nomination de Benoît Grenot au poste de directeur général délégué. Cet ingénieur diplômé de l'École des Mines de Paris devra notamment finaliser les derniers jalons de financement du projet et œuvrer à conclure de nouveaux contrats de pré-commercialisation des produits issus de l'usine de Longlaville.

La biotech auvergnate a certes déjà conclu des engagements commerciaux dans les secteurs de la cosmétique, de la boisson et des filaments textiles pour pneumatiques... Mais ils ne couvrent pas encore les 70% de la capacité de production du futur site industriel, pré-requis pour les établissements bancaires au financement du chantier.

NEWSLETTER

Ma Tribune

L'actualité qui compte pour vous, chaque jour dans votre boîte mail.

S'inscrire



Carbios veut aussi rassurer et indique disposer d'une « *trésorerie solide* », avec environ 60 millions d'euros à fin décembre, lui permettant de faire face à ses

dépenses opérationnelles au-delà des douze prochains mois. Elle compte aussi développer les accords de licences à l'étranger autour de sa technologie, afin de commencer à engranger du chiffre d'affaires.



Économie Finance Tech & IA Énergie & industrie Transports Défense & aérospatiale Climat

En parallèle, la biotech réduit ses coûts de fonctionnement, avec le lancement d'un nouveau plan social après celui de l'an dernier (suppression d'environ 40% des effectifs). Ce nouveau PSE, entamé en janvier, va aboutir au licenciement d'une quinzaine de postes sur les 90 restants.

« Les salariés sont inquiets car le plan touche des fonctions stratégiques de développement business et de R&D. Derrière ces deux PSE, il y a un impératif budgétaire de réduction de la masse salariale, mais pas forcément une cohérence opérationnelle par rapport à un développement futur. Il n'y a pas de logique industrielle, ce qui soulève des questions sur la pérennité de l'activité », relaye maître Jean-Louis Borie, avocat des salariés.

Les équipes s'interrogent aussi de l'opportunité de la nomination d'un deuxième directeur général dans le contexte de réduction des effectifs et des coûts.

Même inquiétude du côté de certains actionnaires minoritaires et anciens dirigeants, réunis au sein de l'Association de Défense de l'Intérêt Social des Entreprises Cotées de la Tech (ADISECT). **Leur communiqué, publié début mars, évoque également des craintes de fuite de la technologie à l'étranger,** après le partenariat conclu avec le groupe chinois Wankai pour le déploiement à très grande échelle de la technologie de biorecyclage de Carbios en Asie.

« Il est à craindre que ce rapprochement conduise à une destruction pure et simple de la propriété industrielle de Carbios au profit du partenaire chinois et n'ouvre la voie à la fin radicale du projet industriel français de Carbios,

notamment à l'arrêt de la construction de l'usine de Longlaville, contrairement aux déclarations des dirigeants », précise le communiqué de l'ADISECT.

Emilie Valès

Sur le même sujet

- 1 Biocontrôle : la greentech Amoéba veut passer à l'industrialisation de sa technologie**
- 2 Casino : des résultats encourageants mais toujours pas d'accord avec ses créanciers**
- 3 « Une métropole des maires », la promesse du futur président d'Aix-Marseille Provence**
- 4 Porte-avions le « France Libre » : Belfort attend des retombées importantes**

Régions

Auvergne-Rhône-Alpes

Bourgogne-Franche-Comté

Bretagne

Centre-Val de Loire

Corse

Grand Est

Hauts-de-France

Île-de-France

Normandie

Nouvelle-Aquitaine

Occitanie

Pays de la Loire

Provence-Alpes-Côte d'Azur